

24 février 2012

Québec solidaire : Une plate-forme indépendantiste de gauche **Être le fer de lance des luttes sociales sur le terrain politique tout en se démarquant du PQ**

Le congrès plate-forme de Québec solidaire à la fin avril repose le problème non résolu des pactes ou alliances avec le PQ, que seulement le refus péquiste de procéder a temporairement mis sous le boisseau. C'est l'orientation stratégique du parti qui est ici entre le social-libéralisme de la main tendue au PQ et l'antilibéralisme d'un projet de société indépendantiste de gauche. De ce choix découle les priorités et les formulations de la plate-forme à savoir s'imbriquera-t-elle dans les nombreuses luttes sociales qui bouillonnent tout en leur donnant une perspective d'une autre société ou sera-t-elle une adaptation après coup, à la PQ, pour des fins électoralistes ?

PQ entre marteau et enclume

L'adversaire immédiat réellement existant de Québec solidaire, c'est le PQ et non pas les deux partis de la grande bourgeoisie, PLQ et CAQ, même si ceux-ci sont les adversaires fondamentaux. Depuis sa fondation, le PQ a toujours été ce parti petit bourgeois centriste — centre-droit au pouvoir et centre-gauche en période préélectorale et électorale — dont le but stratégique est d'empêcher l'émergence d'un parti de gauche de masse. Sa tactique a toujours été de surfer sur la question nationale emballée dans un discours social-démocrate hier et social-libéral (*capitalisme à visage humain*) aujourd'hui. À l'indépendantisme de la grande majorité du peuple de gauche et de sa propre base militante, la direction péquiste a toujours opposé la *souveraineté-association*, puis le *beau risque*, puis la *souveraineté-partenariat* puis la *gouvernance souverainiste*, le tout emballé dans l'électoralisme étapiste menant au réellement existant bon gouvernement provincial jusqu'à un grand soir évanescent.

La bourgeoisie québécoise — en fait l'aile québécoise de la bourgeoisie canadienne étant donné son intégration de plus en plus forte dans l'économie canadienne et, par le fait même, son fédéralisme viscéral — a accepté d'emblée le PQ comme parti de l'alternance dans notre système de vote britannique uninominal à un tour. Valait mieux, à la fin des années 90, la grande messe des sommets socio-économiques institutionnalisant la collaboration de classe, dite *concertation*, pour faire avaler sans coup férir au prolétariat de drastiques coupures puis une contre-réforme fiscale au lieu d'un affrontement *classe contre classe* sous un gouvernement Libéral. La stratégie concertationniste a tellement bien réussi qu'elle irrigue les bureaucraties syndicales et populaires de la tête aux orteils, engluées qu'elles sont dans la gestion de fonds de capitaux de risque largement subventionnés par un État mort de rire de ce coup fourré. Tellement que les Libéraux de Jean Charest ont repris à leur compte la stratégie concertationniste, ce qui leur a permis de mener à bon port sans tempête gréviste les grandes négociations du secteur public tant en 2003-05 qu'en 2008-10.

Demeure cependant la patate chaude de la contradiction entre une base militante péquiste indépendantiste et sa direction autonomiste issue à l'origine de l'aile nationaliste des Libéraux des années 60. À chaque fois que cette base a pu s'appuyer sur un mouvement indépendantiste fort, surtout celui long et profond des années 60 et 70 mais aussi celui anti-Meech de la fin des années 80-début 90, elle a pu imposé un référendum absolument traumatisant pour la bourgeoisie, surtout celui de 1995 qu'a accommodé et même voulu le *loose cannon* grand bourgeois Jacques Parizeau, le Louis-Joseph Papineau de l'indépendance. La bourgeoisie ne veut plus au pouvoir de ce PQ à risque, qui lui a pourtant rendu tant service, malgré qu'il soit dirigé par la grande bourgeoisie et très autonomiste Pauline Marois, même si elle est issue du prolétariat. La fronde du printemps 2011, maintenant sous contrôle de par la grâce électoraliste, a quand même pleinement démontré que le risque référendaire demeure, qu'il pourrait revenir par ces *référendums d'initiative*

populaire dont les balises restrictives de la direction péquiste, tentant d'en faire une étape supplémentaire à franchir, pourraient être balayés par un troisième grand mouvement de masse.

La tentation d'une illusion

La bourgeoisie essaie de substituer au PQ un nouveau parti *Québec Inc.* autonomiste de A à Z misant à la fois sur l'exploitation et la transformation des ressources naturelles et sur les pôles technologiques de Montréal et de la Ville de Québec quand bien même ce nouveau *Québec Inc.* ne pourrait être, dans le marché globalisé, que le partenaire junior de puissantes transnationales, chinoises et indiennes dans le premier cas, étasuniennes et européennes dans le second. Mais il est difficile de construire un parti à froid à partir directement de la communauté des gens d'affaires, frileux quand vient le temps de plonger, plus une poignée de politiciens mal assortis et ultra opportunistes. On reste surpris comment la CAQ, malgré une impeccable politique de communication menant à sa fondation, avec le soutien des monopoles médiatiques, ce qui lui a valu une montée fulgurante dans les sondages, a complètement passé à côté de la promotion du *capitalisme vert* essentiel à l'image moderniste de tout parti bourgeois à la Obama. On imagine que ses promoteurs avaient trop la tête enfouie dans les sables des ressources naturelles et étaient trop avertis du peu d'enthousiasme des firmes aérospatiales et d'ingénierie pour l'écologie. Le pari est donc loin d'être gagné.

Succombant aux sirènes du discours électoraliste centre-gauche du PQ, spéculant sur la possibilité d'un troisième référendum même avec une question alambiquée, le peuple de gauche pourrait être tenté d'appuyer le PQ pour tout simplement mettre en échec la stratégie électoraliste de la bourgeoisie dont les deux fers aux feu font peur de par leur programme ultra libéral. Contre cette droite fédéraliste des frères ennemis PLQ-CAQ, la stratégie évidente paraît être la parade d'une gauche souverainiste PQ-QS, dixit le député solitaire de Québec solidaire contre l'avis du congrès de son parti. Voilà une belle symétrie qui sonne vrai et qui correspond aux discours du moment relayés par certains médias complaisants même de gauche. Cette vision éthérée s'effondre dans un brutal retour sur terre d'un PQ réellement existant autonomiste de droite derrière le paravent de ses discours du dimanche indépendantistes et socio-démocrates. La ligne dans le sable démarque d'un côté la sainte trinité de la droite fédéraliste et de l'autre un Québec solidaire indépendantiste de gauche... s'il le veut.

La première tâche pour tracer cette ligne stratégiquement infranchissable consiste à mettre fin à cette valse hésitation à propos des pactes tactiques et autres alliances stratégiques. Le congrès de mars 2011 a strictement interdit de tels pactes ou alliances mais sans en expliciter les fondements, ce qui n'exclut pas des raisons circonstancielles du genre « *on n'a pas besoin du PQ dans Mercier et Gouin pour gagner* ». La direction de Québec solidaire attend que le téléphone sonne pour négocier alors que le congrès lui a dit de couper la ligne en ce qui concerne cette question. Si le téléphone n'a pas sonné jusqu'ici, c'est parce que Pauline Marois n'a pas appelé et que, vraisemblablement, elle ne le fera pas d'ici les élections étant donné la reconsolidation électoraliste du parti. Faudrait-il pour cela balayer l'affaire sous le tapis ? C'est ignorer, d'un, les possibles retournements dus aux humeurs imprévisibles d'un électorat qui a basculé à l'orange du NPD en deux ou trois semaines lors de l'élection fédérale du printemps dernier et, deux, d'un retour en force de cette question si, après les élections, soit que le PQ ait besoin de QS pour gouverner, soit que la composition de l'Assemblée nationale annonce une rapide prochaine élection.

Le congrès d'avril de Québec solidaire aurait intérêt, même dans une perspective strictement électorale, à se camper fermement comme l'unique parti indépendantiste de gauche en explicitement politiquement le pourquoi du refus des alliances/pactes. Il serait possible de proposer un amendement à l'ordre du jour pour être en mesure de faire une proposition fondant politiquement notre refus d'alliance ou pacte, formel ou informel. Cela pourrait être :

- Étant donné que le PQ est un parti de droite, malgré son discours occasionnellement social-démocrate, comme le prouve la politique de coupures et de baisse d'impôt du gouvernement péquiste de 1994 à 2003 ;

- Étant donné que le PQ est un parti fédéraliste, malgré son discours occasionnellement indépendantiste, comme le prouve son programme ou plate-forme promouvant successivement la « souveraineté-association » puis le « beau risque » puis la « souveraineté-partenariat » puis la « gouvernance souverainiste » ;
 - Québec solidaire considère que le PQ est un parti fédéraliste de droite, tout comme le sont le parti Libéral et la CAQ, avec lesquels il ne saurait être question d'établir tout accord autre que ponctuel et circonscrit excluant tout pacte ou alliance électorale, formelle ou informelle.

Une telle proposition ou une similaire pourrait être envoyée horizontalement à toutes les circonscriptions, au même titre qu'à la direction, et être distribuée au congrès sous forme de tract. Découle d'un tel positionnement un parti pris liant fermement la plate-forme, qui sera voté à ce congrès, aux importantes luttes sociales en développement.

Une plate-forme de Québec solidaire comme horizon des luttes sociales

La pré-campagne et, espérons-le, la campagne électorale se conjugue à des luttes sociales qui s'annoncent majeures, beaucoup plus que lors des élections de 2007 et de 2008. On peut même imaginer le scénario de 1976 où la dure lutte du Front commun avait préparé le chemin de la défaite des Libéraux. On pense, en tout premier lieu, à la lutte étudiante contre les hausses de frais de scolarité laquelle mobilise plus de 50 000 étudiant-e-s en grève au moment d'écrire ses lignes et s'achemine en escalade vers une grève générale en mars avec laquelle pourrait se solidariser peu ou prou la Fédération des infirmières et des infirmiers, la Fédération autonome de enseignant-e-s, la CSN si elle mettait en œuvre le principe de la grève sociale de 24 heures décidée il y a quelques mois, et les 140 membres de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation qui vient de bloquer la Tour de la Bourse le 16 février dernier. Se développe aussi la lutte des travailleurs de Rio-Tinto-Alcan (RTA) contre la sous-traitance laquelle lutte commence à rallier une significative solidarité monétaire pan-canadienne (ex. aciérie US Steel de Hamilton et aluminerie RTA de Kitimat) et même internationale.

Persistent les batailles contre l'exploitation des gaz et pétrole de schiste, du pétrole du Golfe St-Laurent et de l'uranium de la Côte Nord, pour la fermeture de la centrale nucléaire de Gentilly, du *free mining* et du pillage forestier et minier du Nord québécois menés tant par les « régions » que par certaines nations autochtones. Que dire de la persévérance de la lutte du FRAPPRU pour le logement social. Malheureusement, la bataille pour l'efficacité énergétique et pour le transport public, bien qu'elle irrigue le mouvement écologiste et un peu plus, mobilise en ce moment très peu sur le terrain après la défaite (provisoire ?) de Mobilisation Turcot. Pointent celles contre les fermetures d'usine commencées à la White Birch à Québec et celle potentielle, espérons-le, de Mabe. La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics continue sa mobilisation qui culminera lors de la présentation du budget québécois, en symbiose tout probablement avec la grève étudiante.

Une telle conjoncture invite Québec solidaire à non seulement aligner les priorités de sa plate-forme sur les luttes sociales de l'heure pour les porter directement sur le terrain politique mais surtout à en faire la synthèse afin de concrétiser son potentiel projet de société indépendantiste de gauche. Se contenter d'un alignement passif sur les luttes sociales serait pur opportunisme électoraliste à la mode du PQ qui, depuis le printemps dernier, joue ce petit jeu racoleur. Par contre, déployer le projet de société alternatif que l'ensemble de ces luttes sociales contient en germe est à la fois leur fournir l'horizon qui galvanise immédiatement la mobilisation et faire de Québec solidaire ce parti de la rue à partir de laquelle se prend le pouvoir et dont les urnes sont un amplificateur et un accélérateur et non pas une route parallèle. Heureusement, à partir du programme déjà voté et de la plate-forme de 2008, ces éléments de projet de société existent... moyennant parfois la correction de certains sérieux accrocs et, malheureusement, une grande défaillance stratégique.

Priorités de la plate-forme en syntonie avec les luttes sociales

Gratuité scolaire du pré-scolaire à l'université sans frais supplémentaires

En ce qui concerne la lutte étudiante, Québec solidaire est dans le jus par sa revendication de la gratuité scolaire, ce qui en même temps le démarque du PQ qui, pressé par la mobilisation étudiante, a fini par s'opposer aux hausses. Mais pourquoi la formulation alambiquée de la proposition de plate-forme ?

Expropriation des centrales hydroélectriques de Rio-Tinto-Alcan

Interdire les lock-out et l'utilisation de salariés indirects lors de grève

« La Fondation Rivières estime qu'Hydro-Québec pourrait [...] sortir de ses coffres un montant d'environ 3,5 M\$ par semaine à Rio Tinto Alcan pour [l'électricité non utilisée suite au lock-out], montant calculé selon le tarif L pour les grandes entreprises de 4,3 cents/kWh. » (Fondation Rivières, [Contrat entre Rio-Tinto-Alcan et Hydro-Québec](#), Presse-toi-à-gauche). Voilà un lock-out payant pour RTA ! Rien d'étonnant qu'Hydro ne veuille rien rendre public. Il est drôlement temps d'achever l'expropriation des centrales hydroélectriques de 1944 et de 1963. Ce n'est pas le PQ qui s'aventurera sur ce terrain anti-transnationale et pro travailleur. Il faut préciser en ce sens, par un amendement, la revendication de nationalisation des entreprises énergétiques.

Interdire toute production d'énergie fossile, d'uranium, nucléaire et d'amiante en garantissant l'emploi de leurs travailleurs-ses aux frais de l'ensemble des entreprises privées

Participation majoritaire de l'État dans les entreprises d'extraction des ressources naturelles

Le droit de veto des peuples autochtones et inuit sur le Plan Nord et chacun de ses projets

La prise en charge par les entreprises impliquées dans le Plan Nord de tous les coûts de construction des infrastructures de transport, de distribution d'énergie, de communication nécessaires à leurs opérations et de restauration des sites

Éliminer le free mining ; accorder le droit de veto aux collectivités locales concernées

Aires protégées de 20% dans le sud et de 50% sur le territoire du Plan Nord d'ici 5 ans

Les propositions de plate-forme 2012 de la direction de Québec solidaire se démarquent difficilement du projet *d'indépendance énergétique* et du Plan Nord du PQ dans le sillon d'un *Québec Inc.* nationaliste dur contrairement au *Québec Inc.* nationaliste mou de la CAQ. Ce nationalisme électoraliste est compatible à la limite avec la participation majoritaire de l'État dans certains grands projets miniers, sur leur totale prise en charge des infrastructures et sur l'interdiction du *free mining* y compris des redevances sur les ventes et les superprofits, et non sur des profits ajustables à volonté. Bien sûr, arrivé au pouvoir, le PQ s'empresserait de ranger au placard ces belles intentions pour raison d'intégration au marché global sans froisser les grandes puissances et leurs transnationales... et sous la pression du Québec Inc. réellement existant.

L'interdiction de la production des énergies fossiles et de l'uranium franchit la ligne de démarcation mais pourrait être récupérée par le PQ dans une optique d'une plus grande emphase sur le *capitalisme vert*. Par contre, le silence de Québec solidaire sur le droit de veto des nations autochtones, tout à fait incompatible avec le Québec Inc. péquiste, viole le parti pris pour le droit à l'autodétermination des peuples autochtones et inuit voté par le congrès de Québec solidaire. De même son silence sur le droit au travail des employés touchés par les interdits, particulièrement dans l'amiante, indique la difficile prise en compte par la direction de Québec solidaire de la question du plein emploi, pourtant le meilleur moyen de s'attaquer à la pauvreté et surtout de délivrer le prolétariat de la terrible peur du chômage laquelle freine la riposte contre les politiques néolibérales.

La construction écologique de 50 000 nouveaux logements sociaux d'ici 5 ans

Cette proposition est de l'or en barre. Elle est un élément important de la lutte pour le plein emploi, contre la pauvreté tant du point de vue de l'offre que de la demande et pour l'efficacité énergétique. En plus elle fait une jonction claire avec une lutte populaire médiatiquement reconnue. Cerise sur le gâteau, elle est irrécupérable par le PQ même s'il pèse au fond sur la pédale du populisme nationaliste : cette revendication heurte frontalement le capital immobilier car l'ampleur du programme menacerait de changer les rapports de force sur le marché résidentiel.

Mais pourquoi, diable, la nouvelle mouture de la plate-forme laisse-t-elle tomber l'échéance de 5 ans présente dans la plate-forme de 2008 ?

Réduire les émissions des gaz à effet de serre d'ici 2020 d'au moins 40% par rapport à 1990 et de 95% d'ici 2050 avec abandon de l'emploi des énergies fossiles d'ici 2030

S'opposer aux Bourses du carbone, rejeter les fausses solutions techniques qui n'engagent pas de réelles réductions d'émissions des gaz à effet de serre (les agrocarburants, la géo-ingénierie, le stockage du carbone, etc.), s'opposer aux taxes sur le carbone

Mettre aux normes des meilleures technologies d'efficacité énergétique l'ensemble des bâtiments du Québec [d'ici 10 ans] et introduire ces normes dans les codes du bâtiment

Arrêter toute construction de nouvelles autoroutes et ponts autoroutiers

Reconstruire les infrastructures de transport (ex. Turcot/Champlain) en fonction de la priorité au transport collectif

Construire un réseau de transport collectif urbain et interurbain public, électrifié, à fréquence élevé, confortable et devenant gratuit sur une période de 10 ans

Construire un réseau public de transport de marchandise par voie ferrée et par voie navigable de sorte à interdire [d'ici 2030] le transport interurbain par camions

Le programme écologique de Québec solidaire, qui est aussi l'épine dorsale de son programme économique visant le plein emploi écologique, se démarque clairement du capitalisme vert à l'exception près de la mythe de la propriété individuelle des voitures électriques à propos desquelles le programme reste silencieux et la proposition de plate-forme s'aventure imprudemment sans discussion préalable. Par le fait même, le programme solidaire en devient irrécupérable par le PQ. Malheureusement, on sent la direction du parti très mal à l'aise avec ce programme qu'elle a refusé de publier sur son site pendant presque un an et qu'elle n'a jamais publicisé. De plus la proposition de plate-forme l'édulcore en laissant tomber sa partie critique du capitalisme vert et l'échéance de 2030 pour l'élimination de l'usage des énergies fossiles. Manquent aussi certaines nécessaires échéances opérationnelles, dont celle sur la gratuité proposée par le comité de coordination de la région de Montréal (celles entre crochets sont à valider), sans quoi un programme risque de devenir des vœux pieux. Ces échéances opérationnelles sont de toute façon indispensables étant donné l'urgence de la situation clairement révélée par les rapports du GIEC dont sont tirées les grands objectifs et les grandes échéances du programme.

Les mises à pied importantes ou les fermetures d'entreprise devront être étudiées et approuvées ou refusées par une instance gouvernementale

Reconnaître le droit aux employé-es de reconvertir l'entreprise en coopérative, le tout sans indemnisation à l'employeur

Remboursement des subventions, remise à l'État des fonds de retraite et indemnités substantielles aux employé-es non reclassé-es

Le programme de Québec solidaire sur les fermetures d'usines et les congédiements massifs, en proposant l'approbation gouvernementale et surtout l'expropriation sans compensation en cas de mise sur pied de coopératives, parce qu'il confronte la propriété capitaliste, est bien plus qu'irrécupérable par le PQ, il annonce une société anticapitaliste. Est-ce la raison pour laquelle le projet de plate-forme fait un amendement qui renverse sa signification ? Ajouter que le point sur les coopératives s'applique « *en autant [ces entreprises] soient fondamentalement saines et viables* » revient à dire que ce point ne s'applique jamais puisque si elles ferment ou congédient massivement c'est parce qu'elles ne sont pas capitalistement saines et viables. Quand on voit comment la direction a renié le programme dans ses communiqués de presse à propos des fermetures de White Birch et de Mabe Canada, ce n'est pas là une interprétation qui tord trop le bâton.

Gratuité des médicaments, des soins dentaires et oculaires et des frais accessoires

Accès [d'ici 5 ans] à un médecin de famille pour chaque personne

Salarisation des médecins d'ici 5 ans et l'intégration des cliniques de santé dans les CLSC

Création d'ici 5 ans de 40 000 nouvelles places de garderie en installation CPE

Appliquer les mesures fiscales proposées par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics générant des revenus supplémentaires de 9 milliards \$

Le dernier cadre financier de Québec solidaire, celui de la mal nommée campagne courageopolitique.org en 2010, était en net recul sur la plate-forme de 2008. Abandonnant la proposition de toutes dépenses sociales et environnementales supplémentaires, il faisait sien l'objectif néolibéral de l'équilibre budgétaire rapide mais en substituant aux moyens fiscaux rétrogrades du gouvernement Libéral des moyens fiscaux progressistes aux dépens du capital et des gens à revenu élevé. Ce cadre financier est à deux doigts de ce que pourrait accepter le PQ comme le montre sa récente acceptation d'un palier d'impôt supplémentaire pour les revenus élevés. Les très brèves et vagues éléments de la proposition de plate-forme ne sont guère rassurants. Pourquoi ne pas alors faire nôtre la réforme fiscale proposée par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation, qu'appuie Québec solidaire mais non le PQ, d'autant plus que le gouvernement Libéral vient tout juste d'annoncer que le déficit prévu pour cette année sera seulement de deux milliard \$ même si cette annonce peut paraître optimiste étant donné la récente plongée de l'économie québécoise.

Bien que des calculs précis restent à faire, le programme de Québec solidaire requerrait probablement une bonne dizaine de milliards \$ supplémentaires, une fois retrouvé l'équilibre budgétaire pour ne plus emprunter afin de ne pas retomber dans la dépendance du capital financier qu'il faut plutôt imposer davantage. Même des dépenses supplémentaires de 15 milliards \$ ne ferait que rétablir le ratio dépenses de programme versus PIB à ce qu'il était au début des années 80. Ajoutons la possibilité d'un moratoire sur le service de la dette publique dont il est de plus en plus question en Europe, surtout en Grèce, ce qui permettrait de récupérer de 7 à 8 milliards \$ supplémentaires. La timidité fiscale de la proposition de plate-forme est-elle la raison non seulement de l'oubli d'un échéancier des propositions à incidence budgétaire mais même de celle de la gratuité des médicaments et des soins dentaires et oculaires pourtant revendiquée dans la plate-forme 2008 ? Serait-ce aussi la raison pour laquelle le congrès a refusé la salarisation des médecins bien que la formule retenue ne l'interdise pas ? Comment alors intégrer les médecins aux CLSC pour en faire une première ligne efficace et complète avec un médecin attiré à chaque personne ?

Dans son premier mandat, Québec solidaire organisera une Assemblée constituante à parité femme-homme élue au suffrage universel, laquelle, suite à un vaste processus de consultation, proposera une constitution à être approuvée par référendum

Dans ce processus, Québec solidaire défendra l'option de l'indépendance du Québec

La stratégie d'accès à l'indépendance de Québec solidaire, malheureusement, ratatine la question nationale à une affaire essentiellement constitutionnelle (et culturo-linguistique). Lui donner aussi une dimension socio-économique et écologique l'amènerait sur terrain de la lutte contre le capital. La libération de l'oppression fédérale ne serait plus seulement se libérer de la Cour suprême à Ottawa mais aussi des banques de Bay Street, et du Square Victoria, qui en sont la fondation. Ce qui signifierait les exproprier sans compensation, ce qu'a refusé le congrès malgré une recommandation en ce sens de la Commission politique. Cette stratégie reste sur le terrain péquiste et peut-être même en deçà maintenant que le PQ a accepté sur ce sujet la possibilité d'un *référendum d'initiative populaire* même ultra balisé. C'est là un gros problème mais il faut, pour l'instant, faire avec. On peut penser qu'un développement des luttes sociales auxquels l'orientation et la plate-forme de Québec solidaire peuvent contribuer créerait les conditions d'une remise en cause de cette stratégie étagée et électoraliste à la PQ. Pour parler vrai, une réforme fiscale à la hauteur du programme de Québec solidaire nécessiterait que le Québec soit maître de sa monnaie et qu'il contrôle ses institutions financières.

Marc Bonhomme, 24 février 2012

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca